

INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées

CGT

BOURSE DU TRAVAIL : 19, place St-Sernin 31070 TOULOUSE CEDEX

Sommaire

1) URGENCE CGT, C'EST FAIT POUR GAGNER,

2) DES GRANDS EQUIPEMENTS DANS NOTRE REGION...

3) EUROPE A 12

4) DECLARATION COMMUNE CGT/CCOO ARAGON,

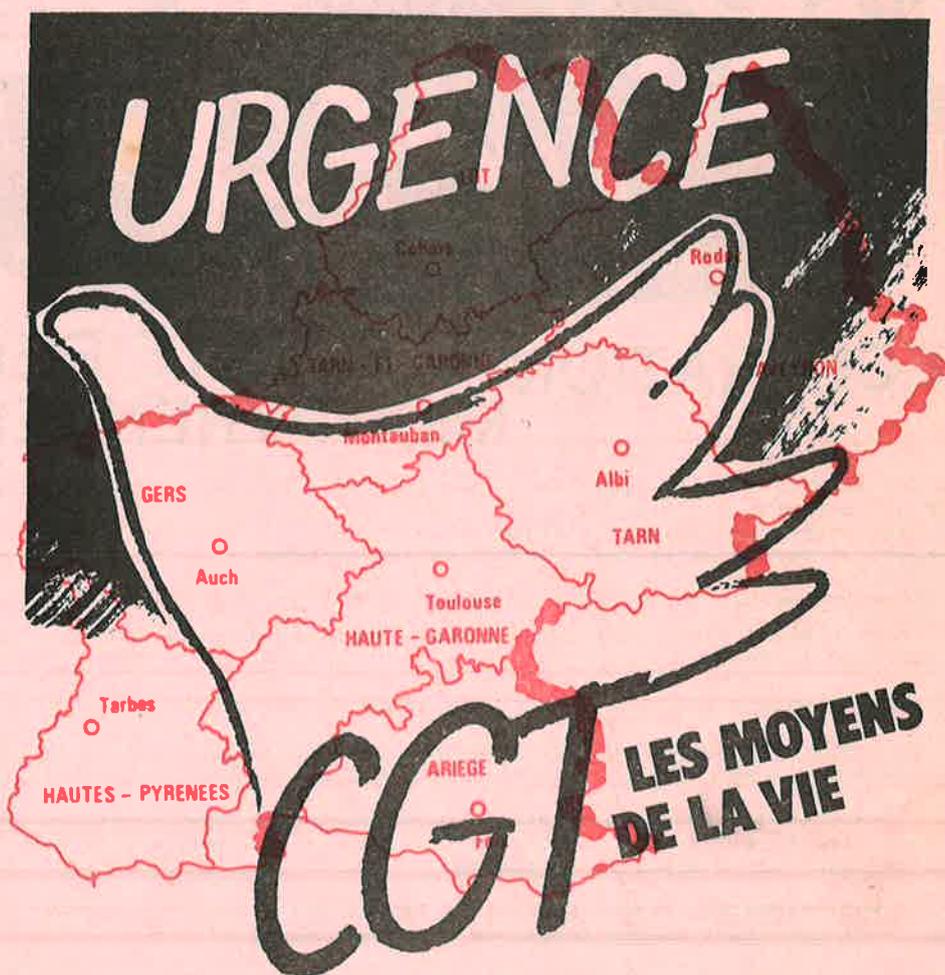
5) UNE REGION QUI LUTTE,

6) JARDIN SYNDICAL

7) LA VIE DE NOTRE INSTITUT REGIONAL CGT HISTOIRE SOCIALE.

MAI 1985

N° 48



Le ministre dans le train les profs à la gare

Des manifestants attendaient Jean-Pierre Chevènement, avant-hier, devant la gare Matabiau, aux heures d'arrivée et de départ... du ministre (1)

Quelques syndicats d'enseignants (certaines délégations venant de plusieurs départements de l'académie) qui réclamaient des moyens et des postes pour l'école, mais aussi les personnels du centre régional des œuvres universitaires et scolaires adhérents de la C.g.t. et en fin d'après-midi, le P.C et le parti communiste internationaliste. Durant le débat, un groupe d'enseignants a d'ailleurs été reçu par un conseil

technique de Jean-Pierre Chevènement

Pour leur part, les responsables départementaux du S.n.i.-P.e.g.c. de la Haute-Garonne se sont rendus au lycée Déodat-de-Séverac où avait lieu la signature du jumelage entre le rectorat et le S.i.m.e.e.c. Midi-Pyrénées « Nous avons décidé de ne pas manifester parce que le ministère nous a accordé une audience sur la carte scolaire de la Haute-Garonne » ex

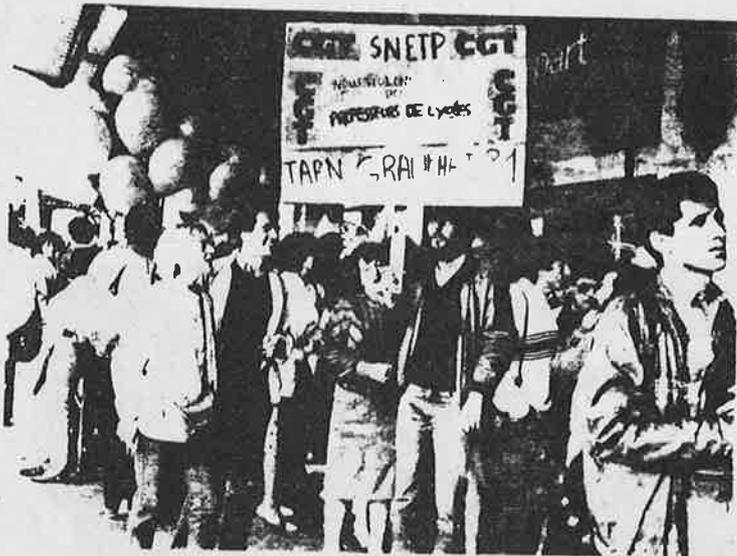
pliquait Jacques Rouch, président départemental du S.n.i.-P.e.g.c.

De fait, une délégation a été reçue par le directeur des écoles, qui a souhaité que le dialogue soit poursuivi et approfondi sur la réalité de la Haute-Garonne. Le S.n.i. qui a remis un dossier sur la carte scolaire des écoles et des collègues de notre département a jugé l'entrevue positive.



Devant la gare Matabiau, des enseignants veulent faire entendre leurs protestations au ministre.

(Photo Michel France et Nicole Trinqué)



DECLARATION DU COMITE REGIONAL CGT MIDI-PYRENEES

"Tout le monde parle de l'Ecole" "Parce que le rôle de l'Ecole apparaît comme déterminant pour notre avenir, celui de nos enfants, celui du pays..."
"L'Ecole est un passeport pour la réussite".
"L'Ecole est le fer de lance de la modernisation du pays".

Comment ne pas souscrire à de tels propos ? (cf J.P. CHEVENEMENT).

Mais comment alors expliquer, redéploiement et suppressions de postes qui touchent tous les départements de la Région?

Trop d'enseignants par rapport au nombre de jeunes ??

° offrir aux jeunes de MIDI-PYRENEES, un accueil en préscolaire dès l'âge de 2 ans, nécessite la création de 800 classes. En se limitant à ceux qui ont 3 ans, il faudrait 343 classes nouvelles.

° assurer à chacun une formation professionnelle, une formation complète jusqu'à la fin du second cycle, nécessite de scolariser 32 000 jeunes (tranche 6-19 ans actuellement hors système scolaire), soit l'équivalent de 1 280 classes de 25 élèves.

° MIDI-PYRENEES, région bien dotée en matière d'école, paraît-il, compte 224 560 personnes (tranche 15-34 ans) sans aucune formation professionnelle !!

Alors oui, il faut rénover, lutter contre l'échec scolaire, la ségrégation sociale, en développant les ZEP. Mais pour cela, il faut des moyens.

Le COMITE REGIONAL C.G.T. invite les travailleurs et travailleuses, les syndiqués, la population à aller demander au Ministre qui sera à TOULOUSE, le 30 AVRIL avec le train forum, comment il compte faire.

"Ils pourront s'informer, parler, écouter et être écoutés" (cf CHEVENEMENT). Une bonne occasion pour dire ce qu'ils pensent, quels sont les besoins, au Ministre de l'Education qui se dit lui-même "simple", "pratique et de bon sens" !

Plus nombreux vous serez, mieux vous serez entendu!

"Supprimer des postes aujourd'hui, c'est se priver d'ouvriers qualifiés, de techniciens pour demain!

URGENCE

C G T

C'EST FAIT POUR GAGNER

edito

Le CCN du 27 MARS 1985, a lancé une énorme bataille financière sur le thème: "URGENCE C.G.T.: LES MOYENS DE LA VIE"

Pour réussir cette bataille, l'investissement des camarades responsables est fondamental: - en donnant en fonction de ses moyens, mais sans oublier que c'est un sacrifice qui nous est demandé,

- en participant à un maximum de réunions pour aller à la rencontre des travailleurs, avec toujours le même souci, dire la vérité et faire la clarté, pour donner à la C.G.T. les moyens de la vie.

Pour réussir cette bataille: - c'est réunir dans un bref délai, toutes les structures de notre Organisation, en leur donnant le maximum d'informations, multiplier les assemblées de syndiqués, pour qu'ils deviennent des collecteurs.

La mise en place du collectif responsable et le suivi des versements sont indispensables à la réussite de cette grande bataille financière.

Non, l'heure n'est pas à la morosité ou à l'expectative. L'heure est à l'action revendicative, offensive, enracinée dans chaque lieu de travail. Là pour empêcher les licenciements, pour créer des emplois; ici pour son pouvoir d'achat, ses conditions de travail. Ailleurs encore contre les atteintes aux libertés, etc...

L'idée qu'il faut se faire entendre, ne pas se laisser laminer, prend corps et se fraye un chemin. C'est le résultat du travail patient que mène la C.G.T. et ses militants depuis des mois et des mois.

Cette réaction saine, il faut lui donner du souffle, du tonus.

Il faut créer les conditions d'un sursaut de grande ampleur, suffisamment puissant pour mettre un coup d'arrêt au recul social, économique, industriel. Ce mouvement, il faut le construire en partant des réalités dans chaque entreprise. C'est dans l'action que va grandir le besoin d'agir avec la force et au niveau nécessaire pour imposer d'autres choix.

Ne soyons pas à la traîne. Le danger le plus grand serait de sousestimer ce qui se passe en profondeur dans le monde du travail.

Pour réussir cette bataille, il s'agit de bien mesurer et de faire mesurer les moyens dont disposent tous nos adversaires de classe.



La lutte devient de plus en plus âpre. Il faut de plus en plus d'argent. Gagner cette bataille, c'est assurer notre indépendance.

Pour réussir cette bataille, nous devons nous adresser à tous les travailleurs de notre pays, aux personnalités, aux amis de la CGT, au milieu enseignant, paysan et intellectuel, mais avant tout aux nôtres, militants, adhérents, sympathisants.

C'est un sacrifice qui nous est demandé. Dans plusieurs directions d'UD de la Région, de syndicats, nous connaissons des engagements d'un montant de 10 % du salaire, d'une journée de salaire... C'est le niveau qu'il convient.

Cela vaut la peine d'être fait. A plusieurs reprises, la C.G.T. a montré qu'elle était capable de réussir de grandes choses.

Ne perdons pas un seul instant, nous n'avons plus que deux mois et demi pour donner à la C.G.T. les moyens d'être l'Organisation dont les travailleurs ont besoin.

★ LUTTE - RENFORCEMENT - MOYENS DE LA VIE, ★

sont indissociables dans cette période et doivent être notre cadre de conduite quotidienne.

André SACRISPEVRE,
Secrétaire



des grands équipements dans notre région c'est possible et nécessaire pour l'essor industriel et pour l'emploi

2

Le 15 MARS s'est tenu à BLAGNAC, le COLLOQUE REGIONAL DES GRANDS EQUIPEMENTS, en préparation du COLLOQUE NATIONAL qui a eu lieu les 28 et 29 MARS.

Dans notre Région, comme à PARIS, ce fut une PREMIERE, qui a voulu être un objectif de lutte contre cette crise dont les causes sont décelables et décelées, en formulant des propositions, ancrées sur les besoins, s'appuyant sur l'avenir de l'emploi et le développement industriel.

Ce ne fut aussi qu'une première étape - qui en appelle d'autres - pour constituer un élément du combat syndical et un élément de la montée des luttes.

Dans notre Région, il n'a pas été question de faire un inventaire de tous les besoins, qui sont nombreux, mais les interventions ont tourné autour de quatre dossiers :

- ★ LA PRODUCTION HYDRAULIQUE, LIEE A TOUT LE PROBLEME DE L'ENERGIE INDISPENSABLE A NOTRE REGION ET AU TRANSPORT DE CETTE ENERGIE,
- ★ LE DESENCLAVEMENT DE NOTRE REGION ET LES TRANSPORTS, AVEC LE PROBLEME PARTICULIER DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION TOULOUSAINE,
- ★ LA SANTE, AVEC LA MISE EN PLACE DANS TOUS LES DEPARTEMENTS DE SCANNERS, LA CREATION D'UNE BLANCHISSERIE A L'HOPITAL DE TARBES ET LE DEVELOPPEMENT DU THERMALISME,
- ★ LES INDUSTRIES A DEVELOPPER OU A RECREER POUR L'UTILISATION DE L'ESSENCE SANS PLOMB.

Le COLLOQUE NATIONAL a abordé bien d'autres dossiers importants, dans cinq carrefours :

- L'EXPRESSION DES BESOINS ET DEMOCRATIE,
- GRANDS EQUIPEMENTS LOURDS ET LUTTE CONTRE LA CRISE,
- GRANDS EQUIPEMENTS, DECENTRALISATION ET COHERENCE NATIONALE,
- GRANDS EQUIPEMENTS ET FINANCEMENT,
- LES OUTILS POUR L'EQUIPEMENT.

Il y aurait grand intérêt dans notre région de poursuivre et affiner notre réflexion, très concrètement afin que nos propositions deviennent vraiment moyens de lutte.



Voilà pourquoi, il faut rompre pour ouvrir la voie, la seule possible, au progrès social et économique.

Or, loin de l'inverser, tout est fait au contraire pour accélérer encore le processus: faire plus et plus vite dans la voie de l'intégration et de la supranationalité, tel est le mot d'ordre avancé aujourd'hui, pour, selon la formule de Jacques DELORS, Président de la Commission des Communautés Européennes " parler d'une même voix et agir ensemble".

Dans les négociations de ces dernières semaines, pour l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, on nous parle de suppression de la règle de l'unanimité au sein de la CEE, de relance européenne concertée, de consécration de l'écu européen comme instrument monétaire en Europe. A notre avis, tout cela est extrêmement préoccupant et lourd de danger.

★ L'ELARGISSEMENT:

Tout confirme les mises en garde anciennes de la C.G.T. Sa mise en oeuvre ne peut que créer une situation de concurrence dévastatrice pour notre agriculture et bien au-delà, pour des industries comme le textile, le papier, le bois, la métallurgie, pour notre appareil de production et les acquis sociaux, pour les régions déjà mutilées.

Pour notre pays, c'est le passage aux quotas européens en matière agricole ou sidérurgique. Vos industries devront se soumettre aux lois de Bruxelles. Pour la France, cela a coûté des dizaines de milliers d'emplois supprimés.

Pour la pêche, même si elle est concurrentielle, chaque fois que l'Espagne voudra construire un bateau, il faudra en désarmer deux. Il y aura là aussi des conséquences pour l'emploi dans la construction navale espagnole. Ce ne sont là que quelques exemples.

★ LA SUPPRESSION DE LA REGLE DE L'UNANIMITE :

Elle marquerait le dessaisissement des pouvoirs nationaux, de leurs choix économiques et politiques dont ils ne seraient plus souverains, de leurs finances, et nous savons trop comment la France s'incline aujourd'hui devant les directives européennes au détriment de l'économie nationale, pour ne pas dénoncer cette menace pour demain. Que fera pour sa part le gouvernement espagnol?

★ LA RELANCE CONCERTEE ?

Le discours est séduisant, mais il ne peut masquer la réalité. C'est parfaitement illusoire et la supercherie est évidente. Il ne peut y avoir de relance efficace fondée sur la "rigueur", sacrifiant les salaires et l'emploi, mutilant le potentiel de développement. Les illusions de la supranationalité permettant soi-disant de relancer la croissance, de financer l'investissement dans un marché élargi ne peuvent que coûter fort cher aux travailleurs et au pays.

Il y aurait bien une "relance", mais une relance pour les grandes firmes capitalistes allemandes dans le sillage desquelles s'engouffreraient les multinationales US et japonaises (qui ont beaucoup élargi leurs implantations en France en 1984), et cela d'autant plus que les USA vont connaître une chute de la croissance.



★ L'ECU COMME MONNAIE EUROPEENNE ?

Il n'y a rien de spontané sur ce plan. L'ECU n'a pas de vertu par lui-même. Il peut contribuer à accroître la domination de la R.F.A. comme le montrent les prémices du système monétaire européen. Il est conçu aujourd'hui comme un moyen de placement financier, compatible avec la domination du dollar et du mark et non comme un moyen de création de richesses.

Il pourrait en être autrement, l'ECU étant utilisé comme moyen vrai de coopération vraie, mais à plusieurs conditions :

- réduire le rôle des monnaies internationales dominantes, le dollar bien sûr, mais aussi le mark ouest allemand. L'émission d'ECU par les banques devrait avoir pour contrepartie leur dégagement de positions en dollars et en deutsch marks.
- développer la création de richesses supplémentaires sur la base de coopérations nouvelles intra communautaires mais aussi avec les pays en voie de développement et les pays socialistes.
- agir contre la croissance financière qui se développe sans créer ni richesses, ni emploi, ce qui suppose contrôle des mouvements de capitaux, nouvelles coopérations bancaires, réductions des avantages fiscaux...

★ ★ ★

En même temps où s'opère l'élargissement à 12, nous assistons à une opération concertée de plusieurs pays de la Communauté visant à aboutir à une politique militaire atlantiste dans laquelle les pays de l'OTAN et les USA jouent un rôle prépondérant.

Au-delà d'accords de principes sur le projet américain de la "guerre des étoiles", plusieurs pays de la CEE se prononcent ouvertement pour un projet de défense européenne, mettant en cause l'indépendance de chaque état et sa souveraineté.

C'est aussi à partir de cette situation que les USA souhaitent proposer à plusieurs pays européens de participer avec les conséquences que cela peut avoir, au financement de la guerre de l'espace.

★ ★ ★

En tout état de cause, la C.G.T. agit ici, en France, pour une croissance efficace, riche en emplois qualifiés, pour une issue véritable à la crise.

Nous rejetons donc une démarche politique et économique qui ne vise qu'à la gestion de la crise, plus accentuée encore, à l'échelle d'une Europe, battant pavillon US, sur le dos des peuples et des nations qui l'habitent.

Notre position ne relève pas du procès d'intention. Nous jugeons sur les faits, sur les textes, sur le passé, sur le présent, sur les projets déjà mis en chantier.

Nos régions ont déjà lourdement payé la note européenne, sur tous les plans, et elles refusent, à juste titre, d'être le terrain de manoeuvre du redéploiement du capital international, avec son cortège de casses, de démantèlement économique et social.

Nous avons tout lieu de craindre la mise en oeuvre de ces programmes intégrés méditerranéens (PIM), version sophistiquée des Plans Davignon, pour mieux maîtriser avec les buts que l'on devine, les restructurations des entreprises et des régions.



Dans ce cadre là, plus de marchés "libres" et plus de "concertation" cela veut dire plus de domination des multinationales et plus de moyens de pression sur les travailleurs.

D'ailleurs, il ne faut pas manquer de cynisme pour parler de "concertation" et préparer dans le secret des cabinets européens, patronaux et gouvernementaux, des décisions sans la moindre information préalable, sans la moindre discussion avec les représentants des travailleurs et des populations concernées.

Et là encore, le passé plaide pour le présent: "Europe" rime avec "fait accompli". Qu'il s'agisse de l'agriculture, de la navale, de la sidérurgie, de la marine marchande, ou des charbonnages, les décisions de régression et de casse sont marquées de cette marque du fait accompli.

On parle beaucoup ces temps-ci de ports francs, de zones franches, de magasins francs. Le brouillard et la prudence qui entourent ces déclarations ne peuvent cacher les intentions réelles, pas si franches que cela.

Nous posons la question: ne vise-t-on pas à faire de nos régions des régions franchement intégrées, puisqu'aujourd'hui, les interventions peuvent être directes de la CEE aux régions, pour des programmes approuvés par la CEE...?

Et surtout, surtout, que peut-on attendre d'une telle orientation, sinon l'accentuation des mesures de casse industrielle (comme en témoignent les nouvelles décisions pour réduire les capacités de production dans la sidérurgie...) de régression agricole, de mise en cause des réalités et des cohérences régionales?

Et que dire de cette volonté du grand capital d'imposer partout une "flexibilité" du travail pour une croissance financière maximum? L'orientation est claire, comme le soulignait récemment J. de LAROSIERE, Directeur du Fonds Monétaire International: "... Particulièrement en Europe... il faut éliminer nombre d'obstacles et de rigidité qui, sous la forme d'indexation des salaires, d'une réglementation excessive des marchés du travail et de transferts sociaux, ont freiné la performance économique".

Comment ne pas voir dans cette course effrénée vers les ports francs et autres zones du même nom une sorte de cheval de Troie de la déréglementation sociale et économique au nom toujours de la modernisation...? La question mérite d'être posée.

Au total, l'objectif est une Europe où en matière sociale, tout pourrait être harmonisé, mais vers le bas. Les travailleurs de nos deux pays n'ont rien à y gagner.

Alors, on nous parle de coopérations nécessaires, et de solidarité... mais là encore, il faut s'entendre sur les mots et les intentions. Nous sommes pour la coopération, mais des coopérations de type nouveau (nous combattons ces "coopérations" nocives, comme celles qui dépècent notre sidérurgie, notre industrie textile ou notre production charbonnière...). Nous agissons pour des coopérations visant à créer des emplois et des ressources pour chaque pays, fondées sur d'autres financements et d'autres critères de choix, sur une réorientation des aides et incitations financières tournées vers le développement de l'emploi et des productions.

Nous le savons, de telles coopérations n'auront pas lieu sans luttes, dans les entreprises et dans les branches, dans les entreprises nationalisées notamment, et exigent absolument l'intervention des travailleurs dans les gestions.



Nous en avons un exemple positif, où hors de la CEE, sur des bases mutuellement avantageuses, la France et l'Espagne ont pu coopérer dans la construction de l'avion AIRBUS.

Cette convergence peut s'élargir et nous multiplions nos efforts pour qu'elle se concrétise à tous les niveaux, y compris au plan régional, avec les différentes organisations des autres pays concernés. Nous l'avons déjà amorcé il y a quelques semaines avec notre rencontre commune sur l'immigration saisonnière espagnole dans notre région.

Il y a des urgences et nous voulons le souligner, avec la conviction que les luttes ici, doivent se développer.

Il y va de la vie même des régions, du tissu économique régional, de leur capacité de préservation et de développement du potentiel régional, de nos régions de chaque côté des Pyrénées.



declaration commune du comite regional CGT midi-pyrenees et des CCOO d'aragon

4

Une délégation des COMMISSIONS OUVRIERES DE LA REGION D'ARAGON conduite par Lorenzo BARON, Secrétaire Régional, a séjourné en MIDI-PYRENEES du 10 au 12 AVRIL sur l'invitation du COMITE REGIONAL C.G.T.

Cette rencontre fait partie des relations régulières entre les C C O O d'ARAGON et la C.G.T. de MIDI-PYRENEES.

Elle se situe quelques jours après la décision de porter la COMMUNAUTE EUROPEENNE à 12 états membres, en y intégrant l'ESPAGNE et le PORTUGAL.

Les deux organisations estiment que les pays concernés la FRANCE et l'ESPAGNE et leurs peuples ont été mis devant une situation de fait accompli.

La C.G.T. MIDI-PYRENEES et les C C O O d'ARAGON estiment qu'un large débat démocratique aurait dû précéder la décision, dans chaque pays concerné. Ce débat aurait permis que chacun puisse se déterminer en toute connaissance sur les conséquences politiques, économiques et sociales, d'une telle décision.

Le fait que tel n'ait pas été le cas, suscite de la part de nos deux organisations les plus vives inquiétudes.

Cet élargissement crée donc une situation nouvelle, dans une Europe en crise, où chaque pays de la Communauté connaît une crise profonde, durable dont nul ne peut savoir où elle peut aller, ni ce qu'elle peut produire.

La réalité ce sont des difficultés accrues pour les travailleurs et leurs familles: chômage record en ESPAGNE avec 2,8 millions de chômeurs, en FRANCE avec 2,5 millions de chômeurs.

La réalité de l'Europe capitaliste en 1985, c'est une réduction globale des niveaux de vie, recul de la protection et des garanties sociales, attaques redoublées contre le Mouvement Syndical.

La certitude, c'est que l'EUROPE à 10 ou à 12 dominée par le grand capital, c'est que l'austérité quel que soit le pays qui l'applique, ne peut constituer une issue à la crise.

L'Europe communautaire hier comme aujourd'hui sert de redéploiement au capital multinational.

L'élargissement de l'EUROPE à 12, va mettre gravement en cause des industries vitales pour la FRANCE et l'ESPAGNE: sidérurgie, agriculture, textile, construction navale...

De plus, les projets visant à supprimer la règle de l'unanimité marquerait le dessaisissement des pouvoirs nationaux dans leurs choix économiques, politiques et financiers.



La C.G.T. et les C C O O rejettent toute démarche politique et économique qui ne vise qu'à la gestion de la crise, plus accentuée encore, à l'échelle d'une EUROPE battant pavillon US, sur le dos des peuples et des nations qui l'habitent.

Nos régions ont déjà lourdement payé la note Européenne, sur tous les plans, et elles refusent d'être le terrain de manoeuvres de redéploiement du capital international, avec son cortège de casse d'industries, de démantèlement économique et social.

Dans le même temps, les pays européens subissent des pressions pour aboutir à une politique militariste atlantiste sous couvert de l'OTAN, soit sous couvert de concept de défense européenne, voire de financement au projet des USA de la "guerre des étoiles".

Les C C O O et la C.G.T. dénoncent la volonté des gouvernements européens et du grand patronat d'harmoniser l'ensemble des acquis sociaux par le bas - les travailleurs de nos deux pays n'ont rien à y gagner.

Par contre, elles considèrent qu'il s'agit d'engager une autre démarche pour une autre efficacité, une autre rentabilité économique et sociale dans l'EUROPE, qui tourne résolument le dos aux conceptions qui président au fonctionnement de la C.E.E.

Il est possible d'établir, sous des formes différentes et adaptées plusieurs types de coopérations touchant à un produit précis, à des fabrications ou des branches industrielles données, y compris même, de façon plus poussée, des coopérations au niveau des états en ce qui concerne par exemple dans les domaines de la recherche et des technologies nouvelles.

L'essentiel étant que ces accords se réalisent sur une base d'égalité et d'avantages réciproques pour chaque pays.

Il ne peut être question, par exemple, d'exclure des coopérations de présence et même d'implantations d'entreprises dans les divers pays de l'Europe, mais cela doit s'inscrire en priorité sur une base de développement de ces industries sur leur terrain national.

Se déclarant contre les effets actuels et à venir de la CEE, nos deux organisations sont favorables à une telle conception de l'Europe basée non pas sur la recherche des profits capitalistes, mais sur l'intérêt des pays et des peuples, ceci ne peut venir des sphères dirigeantes des pays européens.

Elle peut par contre se développer par la lutte des travailleurs dans leurs pays, combattant la crise, développant des relations entre eux.

La C.G.T. et les C C O O agissant dans leurs régions pour développer ces luttes, décident de renforcer les liens entre leurs deux organisations avec notamment un suivi plus précis des conséquences de l'élargissement et par un renforcement des relations entre les entreprises appartenant à un même groupe implantées de chaque côté des Pyrénées.

TOULOUSE, le 12 AVRIL 1985

Lorenzo BARON
Secrétaire Régional
des C C O O d'ARAGON

François CANEZIN
Secrétaire Régional
du COMITE REGIONAL C.G.T.MIDI-PYRENEES

UNE REGION



DECAZEVILLE, 70 % de grévistes dans tout le Bassin, pour défendre son avenir, le 22 MARS 1985.



Plusieurs centaines de personnes étaient présentes, vendredi 22 mars, à la manifestation organisée par les cokiers CGT devant le Bureau Central des Houillères. La Municipalité de St. Benoit-de-Carmaux avait, de son côté, appelé la population de la commune à y participer.

Les cokiers étaient porteurs d'une pétition signée par l'ensemble des ouvriers exigeant une meilleure valorisation des sous-produits du coke, le développement de la production et une expertise de la comptabilité en vue d'éliminer les charges indues que la Direction inclut dans le prix du coke.



Lors de la manifestation des pompiers

Début AVRIL à ALBI, manifestation des POMPIERS, contre la répression syndicale d'un militant C.G.T. tarnais.

RENIX FOIX: 3 000 pétitions pour que cette entreprise soit maintenue dans cette ville.



Manifestation hautement symbolique hier soir, au bord de la RN 21 à Lanne, très exactement sur le terrain municipal où tout le monde espérait l'implantation de l'usine de céramiques TM. La CGT organisait un rassemblement qui groupait plusieurs centaines de militants. Secrétaire général de

l'Union départementale, M. Ambrosini disait le souci de son organisation pour la relance industrielle de la Bigorre : « Le site sur lequel nous sommes n'est pas un choix délibéré puisque nous maintenons que Céramer correspondrait mieux à l'implantation et coûterait moins cher aux contribuables haut-pyrénéens. » M. Ambro-

sini dénonçait la casse de l'industrie et portait des accusations contre Renault, la Céramer, la CGE et, d'une manière générale, contre le patronat.

On procédait ensuite à la pose symbolique d'une première pierre et c'est M. Pierre Gensous qui prenait la truelle pour cette célébration.

JARDIN SYNDICAL

6

HAUTES-PYRENEES : ELECTIONS DELEGUES DU PERSONNEL

<u>ALSTHOM TARBES :</u>	C.G.T. = 59,90 % (+ 0,83 %)) <u>PREMIER COLLEGE</u>
	C.F.D.T. = 40,09 % (- 0,80 %)	
	C.G.T. = 33,12 % (+ 2,14 %))
	C.F.D.T. = 30,00 % (+ 1 %)	
	C.G.C. = 36,00 % (- 3 %))
<u>CERAVER :</u>	C.G.T. = 53,71 % (+15,71 %)) <u>PREMIER COLLEGE</u>
	C.F.D.T. = 30,96 % (-12,64 %)	
	F.O. = 10,32 % (- 3,06 %))
	C.G.T. = 20,54 % (+ 0,72 %))
	C.F.D.T. = 42,86 % (- 1,14 %)	
	C.G.C. = 36,61 % (+ 0,61 %))

HAUTE-GARONNE : THOMSON A TOULOUSE

	C.G.T. = 76,17 % (+ 6,29 %)) <u>PREMIER COLLEGE</u>
	F.O. = 23,82 % (+10,96 %)	
	C.G.T. = 30,21 % (+ 3,23 %))
	C.F.D.T. = 37,05 % (-11,81 %)	
	F.O. = 32,73 % (+ 8,59 %))
	FO = 100 %) <u>TROISIEME COLLEGE</u>



NOUVELLE FORMULE

UD HAUTES-PYRENEES,

Objectif, gagner 50 lecteurs nouveaux au 17 AVRIL :

34 LECTEURS DEJA GAGNES.

CONGRES D'UNIONS DEPARTEMENTALES

UD DU GERS, LES JEUDI 10 ET VENDREDI 11 MAI, AVEC LA PARTICIPATION DE PIERRE GENSOUS.
UD DE L'ARIEGE, LE SAMEDI 1ER JUIN AVEC LA PARTICIPATION DE LOUIS VIANNET.

la vie de notre institut regional CGT d'histoire sociale

7

Le Conseil d'Administration de l'INSTITUT REGIONAL C.G.T. d'HISTOIRE SOCIALE, a lors de sa dernière réunion du 2 AVRIL 1985 fixé deux grands axes d'action :

- ° Se doter d'une organisation à la hauteur de la tâche à accomplir,
- ° Mettre une priorité dans le recensement, le collectage et le classement des archives.

Cela n'exclue en rien la participation aux divers anniversaires marquants de notre vie syndicale et sociale.



L'urgence que revêt le collationnement des archives, a retenu toute l'attention du Conseil d'Administration.

Ceci repose sur plusieurs aspects :

- ° Le risque de détérioration de documents divers "archivés" dans des conditions parfois précaires.
- ° Risque encore de destruction par manque de place dans les locaux syndicaux ou autres critères rattachés à la vie immédiate.
- ° Enfin, conception "d'inutilité" de conserver de "vieux papiers".

Cela serait dommageable pour le témoignage historique de l'activité sociale et syndicale de nos organisations.

Le Conseil d'Administration met l'accent sur le fait que nous ne pouvons laisser aux autres le soin d'écrire notre histoire. C'est notre patrimoine, c'est le cri de vérité que nous devons faire éclater.

D'autre part, le témoignage de la mémoire individuelle ou collective d'événements vécus, détenus par des militants ou anciens militants, personnalités diverses, sont autant d'apports à une formation syndicale et populaire non négligeable.

Le Conseil d'Administration lance un appel pressant à toutes nos organisations de la C.G.T. pour faire connaître, même si l'apport semble modeste tous éléments pour réaliser un travail profond pour l'histoire sociale de notre MIDI-PYRENEES.



Déjà des résultats sont enregistrés: l'UNION DEPARTEMENTALE DES HAUTES-PYRENEES, l'UNION LOCALE DE MAZAMET, LE COMITE REGIONAL DU LIVRE, DE LA CONSTRUCTION, LE SYNDICAT DE L'A Z F (ex APC, ex ONIA), nous ont fait part de leurs réserves d'archives.

Dans chaque union départementale, union locale, syndicat, des documents existent, nous devons les connaître dans l'intérêt de tous.

Avec l'aide des sections de retraités, par l'intermédiaire des actifs, c'est possible... faut-il encore le réaliser.



Afin de mettre en harmonie les orientations définies lors de sa création et les moyens de les réaliser, le Conseil d'Administration a décidé de renforcer son collectif.

En ce sens, il est fait appel à toutes les organisations, y compris parmi nos sections de retraités, pour que de nouveaux camarades puissent nous aider dans notre tâche aux diverses activités.

Déjà, nous pouvons enregistrer cinquante émissions de RADIO "MOUN PAIS" portant sur le rôle de la classe ouvrière dans la lutte contre l'occupation nazie et son opposition au régime de VICHY, son rôle indéniable dans la résistance.

La participation de l'INSTITUT au 80 ème ANNIVERSAIRE DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE CASTRES. Le Conseil d'Administration a décidé l'édition sous forme de plaquette. La riche intervention de Robert NESPOULOUS à cette occasion. Documentation importante qui concerne au-delà de la ville de CASTRES et du département du TARN, l'ensemble de notre Région. Prenez déjà rang pour sa parution courant SEPTEMBRE 1985.

Une étude est actuellement en cours pour retracer l'historique du SYNDICAT DE LA METALLURGIE EN HAUTE-GARONNE et dans la Région sous la direction d'Yvon CAZES, Secrétaire Général de notre Institut.

S'appuyant sur le témoignage entre autre de militants, tels que Jean BADUEL, Lucien LLABRES et de très nombreux autres acteurs des événements vécus, celà permettra de retracer les moments forts du mouvement syndical régional et international, ainsi que les éléments inédits de la réunification syndicale en 1943(accords du PERREUX).

Egalement une étude placée sous la responsabilité de Jean MICHEL et son équipe sur les ressources énergétiques en MIDI-PYRENEES, nous donnera une idée précise sur les richesses du sous-sol de notre Région, concrétisant ainsi les affirmations du plan économique du COMITE REGIONAL C.G.T.

Placéesous la conduite de Michel DAYNAC, avec l'aide de Roger LAJOIE-MAZENC, Philippe MOTTET, une recherche historique sur la grève des mineurs de DECAZEVILLE en 1886, permettra de mieux situer l'évolution du mouvement syndical depuis la période dominante de l'anarcho-syndicalisme ou syndicalisme de classe et de masse, ainsi que la lutte des mineurs pour la défense de leurs puits.

Enfin, un travail sur la VERRERIE OUVRIERE D'ALBI sera mis en route afin de compléter les documents existants sur le rôle coopératif et ses affrontements au système capitaliste environnant. Robert NESPOULOUS et René LERISSON ont été chargés de cette mission.

Ces aspects ponctuels ne peuvent nous faire ignorer certaines dates marquantes de la vie sociale.

➤ 1985 sera la 40ème ANNIVERSAIRE :

- ° de la création des Comités d'Entreprise,
- ° de la Sécurité Sociale,
- ° ainsi que la mise en route des statuts de la Fonction Publique.
- ° Ce sera aussi le 90 ème ANNIVERSAIRE de la création de la C.G.T. lors du CONGRES DE LIMOGES.
- ° C'est encore le 100ème ANNIVERSAIRE de la mort de Victor HUGO. Beaucoup de choses seront dites à son encontre. Pour notre part, nous traiterons avec notre INSTITUT NATIONAL de Victor HUGO le Poète, mais aussi Victor HUGO et la classe ouvrière.
- ° C'est encore l'hommage qui sera nationalement rendu à Paul ELUARD à l'homme, au poète, au militant.

➤ 1986

Sera le 50ème ANNIVERSAIRE du CONGRES DE REUNIFICATION DE LA C.G.T. A TOULOUSE.

Nous reviendrons sur cet important problème.



Pour conclure, le Conseil d'Administration lance un vibrant appel auprès des organisations et des individualités pour que rapidement les adhésions affluent à notre Institut Régional pour lui donner les moyens nécessaires à son développement et son rayonnement.

➤ ADHESION INDIVIDUELLE	80 FRS
ADHESION COLLECTIVE	150 FRS

Adhésion jumelée avec l'INSTITUT NATIONAL donnant droit aux Cahiers et Publications Nationales.

➤ ADHESION INDIVIDUELLE	150 FRS
ADHESION COLLECTIVE	300 FRS





livres

Un témoignage LES PECHES DE L'AVEYRON

un nouveau livre de Roger LAJOIE-MAZENC

° sur les comportements politiques et sociaux en AVEYRON depuis l'avènement du suffrage universel.

° colères et soubresauts de l'AVEYRON depuis la REVOLUTION de 1848

★ prix de vente 69 FRS en librairie

exemplaire dédié sur demande à
Roger LAJOIE-MAZENC
1 résidence Bellevue
FIRMI
12300 DECAZEVILLE.

joindre 9 F 50 pour expédition
non urgente

13 F 40 pour expédition
urgente.



(x) Roger LAJOIE-MAZENC Journaliste
est membre de notre INSTITUT REGIONAL

Aveyronnais jusqu'au bout des ongles

« Quand j'étais petit garçon, j'interrogeais à propos des taches blanches qui constellaient les ongles de mes dix doigts. On me répondait : ce sont tes péchés !

*En faisant
bilisé.
des*

" apprentissage de la vie, je me suis déculpabilisé. J'ai remarqué que la carte de France échéances électorales supportait également quelques taches blanches. Et que, sur le Midi rouge, mon département de l'Aveyron en laissait une de tenace. Un gros péché sans doute, puisqu'il n'a jamais pu l'expier. Pas même en mai 81 !

En y regardant de plus près, j'ai vu que l'Aveyron portait pourtant quelques points rouges. Bien visibles à hauteur de Decazeville, Aubin, Cransac, Firmi, Villefranche, Viviez, Capdenac, Millau, Sévérac. Plus ou moins appuyés, ici et là. Ils sont autant d'éruptions de l'histoire, illustrant les accès de fièvre des luttes électorales et populaires.

Blanc sur rouge, rouge sur blanc, depuis que le suffrage universel est là pour le souligner, « Blancs » et « Rouges » s'affrontent dans un pays clérical voué au conservatisme mais qui a su avoir de fameux sursauts »

PREMIER MAI, PAR MILLIERS DANS LA REGION

C.g.t. : la solidarité

Quelques 4.000 personnes dans les rues de Toulouse pour les revendications



Le cortège défile lentement, un peu flâneur. Beaucoup de jeunes et finalement beaucoup de monde. Une foule, derrière les banderoles, qu'on peut évaluer à près de quatre mille personnes : « Agissons pour les revendications, la paix, la solidarité internationale contre le racisme », c'est le mot d'ordre de tête. Les enfants sont de sortie, lovés dans leurs sacs « kangourou » ou tenus par la main. C'est une journée « touche pas à mon pote » que la C.g.t. résume par un mot dont on est loin d'avoir épuisé tous les sens : Solidarité.

« Je n'ai jamais manqué un 1^{er} mai depuis trente ans, dit un militant. Cette journée c'est comme un lien qui me rattache à l'ensemble du monde ouvrier. Une journée sereine entre les luttes du passé et l'espoir pour demain. Mais on dirait qu'il y a un « plus » cette année. Tous ces jeunes et tout ce monde ! »

En fin de cortège, l'O.I.p. rappelle qu'elle n'est pas un parti qui bouche les yeux. Par la suite, on a pu

peu pour écouter l'intervention de Marie-Claude Ramond. Elle y développe les thèmes principaux de la journée : Le niveau de vie, le S.m.i.g. (comment vivre avec moins de 4.000 francs par mois ?), les suppressions d'emploi et les T.u.c., les pratiques racistes, la question des immigrés et l'implantation du centre de rétention à Blagnac.

Rendez-vous est pris pour le 7 mai où le M.r.a.p. appelle à la manifestation contre le

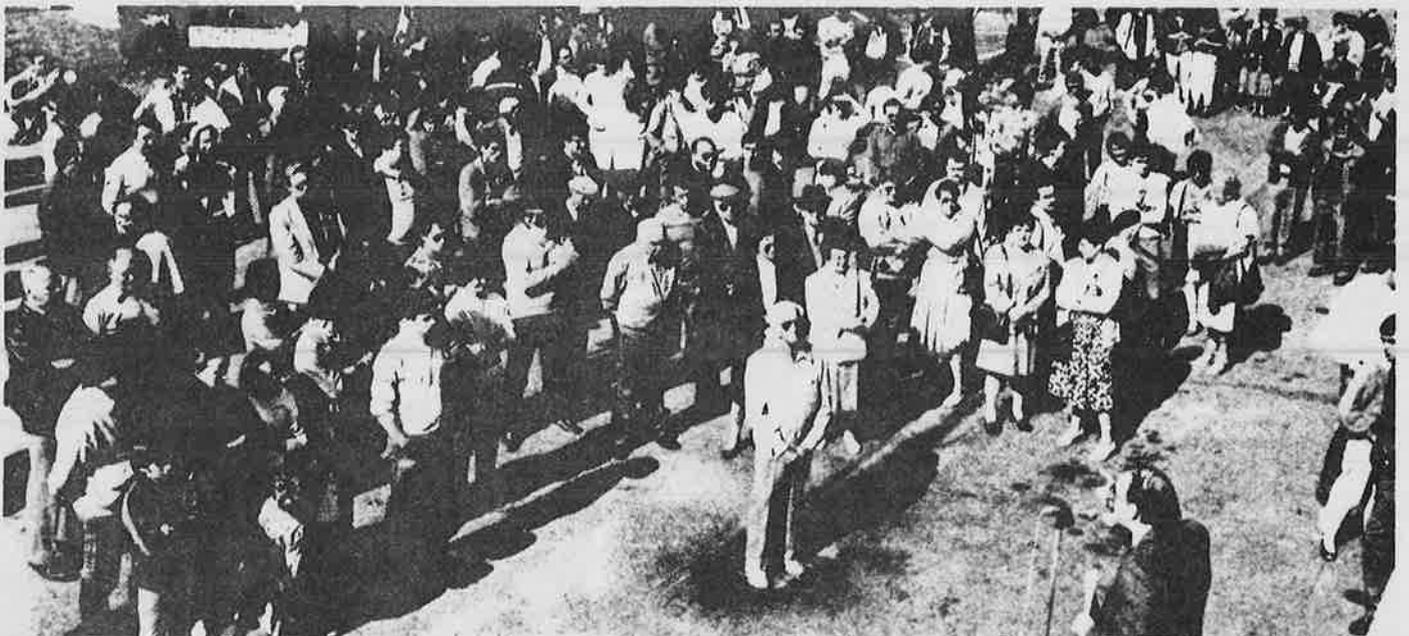
racisme en attendant le 23 mai quand les retraités descendront dans la rue, et la fête champêtre du 8 juin prochain sur le thème de la paix.

Que restera-t-il de ce 16⁵ mai ? Bien des choses sans doute. Nous n'en retiendrons que le geste simple d'une jeune fille offrant du muguet le regard volontaire de ce garçon portant sa sœur sur ses épaules. — J.-P. B. (Photos « La Dépêche », Michel France.)



Bonne surprise pour la C.g.t. Son défilé du 1^{er} mai a obtenu un succès qui a dépassé ses espérances

ALBI





TARBES



TOULOUSE

FETE DE
LA GGT
DE L'AVEYRON

